



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

FONDATION LA MAISON DES ENFANTS

33, AVENUE DES ACACIAS
35270 COMBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31/12/2024

FONDATION LA MAISON DES ENFANTS

33, AVENUE DES ACACIAS
35270 COMBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de la Fondation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **Fondation LA MAISON DES ENFANTS** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation LA MAISON DES ENFANTS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821.53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les résultats sous contrôle de tiers font l'objet d'affectation de la part des financeurs. Le traitement présenté dans les comptes annuels 2024 respecte les demandes et propositions qui ont été officiellement formulées à l'arrêté des comptes annuels.

Les comptes annuels intègrent des immobilisations en cours significatives et en progression. Nous nous sommes assurés du caractère régulier de l'absence d'activation de ces actifs au 31 décembre 2024, ainsi que de la réalité de leur enregistrement comptable.

Dans le même temps, les comptes annuels présentent une perte rattachée aux destructions d'immobilisations afférentes aux travaux en cours qui sont explicités en annexe des comptes annuels. Nous nous sommes assurés du correct traitement des données comptables, ainsi que du retraitement portant sur les provisions réglementées en lien avec les plus et moins-values immobilisées.

Les subventions d'investissements sont présentées au regard des financements acquis au 31 décembre 2024 au regard des versements perçus sur l'année. Les engagements obtenus du Conseil Départemental d'Ile-et-Vilaine ne sont pas intégralement libérés à la clôture.

Les provisions pour risques et charges sont intégralement reprises au 31 décembre 2024. Les risques afférents aux provisions antérieurement constatées sont éteints.

Nous avons procédé à la vérification des règles, méthodes et estimations comptables retenues pour l'arrêté des comptes et détaillées dans l'annexe. Nous nous sommes également assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

En vertu de la loi, nous vous précisons que nous n'avons pas eu connaissance du rapport d'activité prévu à l'ordre du jour de la réunion d'approbation des comptes annuels clos le 31 décembre 2024.

Responsabilités de la direction et des administrateurs

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la Fondation LA MAISON DES ENFANTS à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la Fondation ou de cesser son activité.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la Fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à RENNES,

le 06/05/2025

Le Commissaire aux comptes
SAS CAFEX, représentée par

Julien BASLÉ



BILAN PROPRE D'UN ESSMS - ANC 2018-06 et ANC 2019-04

Dossier : 15 - MAISON DES ENFANTS DE COMBOURG

En Euro
(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : PCORS2014 - Plan de correspondance N-1 : PCORS2014 - Avec écritures validées et NON

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N - 1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2023 - 12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 732.41		3 732.41	3 732.41
Constructions	18 832.91	18 832.91		180 360.74
Installations techniques, matériels et outillage	34 115.92	19 197.15	14 918.77	19 129.60
Autres immobilisations corporelles	185 285.98	124 022.11	61 263.87	53 838.01
Immobilisations corporelles en cours	1 136 199.33		1 136 199.33	166 185.81
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	200.00		200.00	200.00
Autres immobilisations financières	9 095.00		9 095.00	8 605.00
ACTIF IMMOBILISE - Total I	1 387 461.55	162 052.17	1 225 409.38	432 051.57
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	12 225.07		12 225.07	20 043.61
Autres créances	39 526.38		39 526.38	35 212.25
Valeurs mobilières de placement	28 962.28		28 962.28	31 139.05
Disponibilités	910 890.56		910 890.56	1 286 874.15
Charges constatées d'avance	4 010.55		4 010.55	
ACTIF CIRCULANT - Total III	995 614.84		995 614.84	1 373 269.06
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V + VI)	2 383 076.39	162 052.17	2 221 024.22	1 805 320.63

CAFEX
Commissaire aux Comptes

Dossier : **15 - MAISON DES ENFANTS DE COMBOURG**

En Euro
(Provisoire)

Options : Plan de correspondance N : PCORS2014 - Plan de correspondance N-1 : PCORS2014 - Avec écritures validées et NON

PASSIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	111 176.04	111 176.04
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	836 705.91	594 787.47
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>836 705.91</i>	<i>594 787.47</i>
Autres réserves	138 624.00	138 624.00
Report à nouveau	(47 598.41)	97 558.04
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	<i>72 483.73</i>	<i>192 171.08</i>
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>	<i>(109 785.02)</i>	<i>(84 315.92)</i>
Excédent ou déficit de l'exercice	62 620.43	96 761.99
Situation nette (sous total)	1 101 527.97	1 038 907.54
Subventions d'investissement	291 643.12	2 868.07
Provisions réglementées	5 103.80	113 944.16
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	1 398 274.89	1 155 719.77
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds dédiés	194 743.23	194 743.23
FONDS REPORTEES ET DEDIES - Total III	194 743.23	194 743.23
PROVISIONS		
Provisions pour risques		14 667.00
PROVISIONS - Total IV		14 667.00
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	68 159.09	77 865.98
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	315 055.67	144 362.64
Dettes fiscales et sociales	236 236.79	208 123.53
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3 255.62	
Autres dettes	5 298.93	9 838.48
DETTES - Total V	628 006.10	440 190.63
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V + VI)	2 221 024.22	1 805 320.63
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail	0.00	0.00
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)	0.00	0.00
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	0.00	0.00
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	0.00	0.00
<i>Dont à moins d'un an</i>	<i>0.00</i>	<i>0.00</i>
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0.00	0.00
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0.00	0.00

CAFEX
Commissaire aux Comptes

COMPTE DE RESULTAT

ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

En Euro

Dossier : 15 - MAISON DES ENFANTS DE COMBOURG

(Provisoire)

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N - 1 01/2023 - 12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 157 319	2 121 597
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	2 157 319	2 121 597
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	14 667	
Autres produits	33 729	41 650
Total I	2 205 715	2 163 247
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	620 462	486 041
Impôts, taxes et versements assimilés	86 626	102 435
Salaires et traitements	987 391	919 810
Charges Sociales	346 043	332 090
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	37 387	52 192
Reports en fonds dédiés		160 860
Autres charges	33	36 667
Total II	2 077 942	2 090 094
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	127 773	73 153
PRODUITS FINANCIERS		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	5 104	4 961
Total III	5 104	4 961
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	2 369	2 645
Total IV	2 369	2 645
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	2 735	2 316
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	130 508	75 469
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		18 534
Sur opérations en capital	864	2 799
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	113 944	
Total V	114 808	21 333
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	1 450	40
Sur opérations en capital	176 141	
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	5 104	
Total VI	182 695	40
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	(67 887)	21 293
Total des produits (I+III+V)	2 325 627	2 189 541
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	2 263 006	2 092 779
EXCEDENT OU DEFICIT	62 620	96 762

CAFEX
Commissaire aux Comptes

ANNEXES

- ∂ Informations sur l'entité
- ∂ Faits majeurs de l'exercice
- ∂ Règles et méthodes comptables
- ∂ Règles comptables sur les actifs, amortissements et dépréciation
- ∂ Notes sur le bilan actif
- ∂ Notes sur le bilan passif
- ∂ Notes sur le compte de résultat
- ∂ Engagements financiers et autres engagements
- ∂ Autres informations

∂ Informations sur l'entité

Objet :

La Fondation de Combours créé le 8 juillet 1953 a été reconnue d'utilité publique le 30 janvier 1958. Ses statuts modifiés en date du 27 juin 2017, stipulent que son objet est d'accueillir temporairement des mineurs en difficulté, au sein de son établissement dont le statut est une maison d'enfants à caractère social (MECS).

Activité :

La fondation dispose d'un agrément du Département d'Ille et Vilaine de 24 places.

Cela représente en termes d'activité pour 2024, un volume de 7 742 journées réalisées pour 8 784 journées attendues.

Moyens mis en œuvre :

L'organigramme 2024 accordé par le financeur est de 27.34 ETP.

La Fondation a bénéficié sur 2024 d'un financement, de la part du Département d'Ille et Vilaine, à hauteur de 2 134 334€, qui représente un prix de journée de 255.77€.

∂ Faits majeurs de l'exercice

Le projet de déconstruction du site originel a conduit à accueillir les jeunes sur des sites différents : St Malo, Rennes et Combours.

Le projet de construction de la nouvelle maison des Enfants de Combours a été finalisé avec l'architecte et en partenariat avec le Département d'Ille et Vilaine.

La phase de démolition a été réalisée courant 2024, la phase de construction suit le calendrier prévisionnel des travaux, avec une livraison estimée au dernier trimestre 2025.

Dans le cadre du rapprochement entre la Fondation de Combours et l'ARASS, le traité de fusion a été signé en juin 2023 et transmis au ministère pour suite à donner.

La date de fusion effective n'est toujours pas connue, puisque dans l'attente de la validation.

0 Règles et méthodes comptables

- 1- Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le principe de prudence en regard des règles comptables en vigueur.

Nous avons, à compter de 2020, pris en compte le nouveau règlement comptable n°2018-06 du 5 décembre 2018 et n°2019-04 du 08 novembre 2019 relatifs aux personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable aux associations et fondations de notre secteur à compter du 1er janvier 2020.

- 2- Conformément à l'avis du CNC du 4 mai 2007 et à l'instruction de la DGAS du 17 août 2007, les charges à payer au titre des congés payés ont été constatées au 31/12/2024. La variation de congés payés au compte de résultat n'est pas reprise par les financeurs aux comptes administratifs et le montant total des charges non reprises pour l'établissement sous contrôle de financeurs s'élève au 31 décembre 2024 à 7 646 €.

- 3- Les nouvelles règles comptables introduites au 1er janvier 2005 par les nouveaux règlements sur les actifs, en particulier le retraitement par composant des immeubles inscrits au bilan de certains établissements, n'a pas donné lieu à un retraitement prospectif.

Ces règles sont appliquées pour toutes les nouvelles immobilisations acquises depuis le 1er janvier 2005. L'Association considère que le retraitement des constructions acquises antérieurement à la date du 01/01/2005, du fait de l'ancienneté des acquisitions, n'a pas un impact significatif.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'est intervenu sur l'exercice.

ð Règles comptables sur les actifs, amortissements et dépréciation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue, prorata temporis.

Les durées d'amortissement appliquées sont les suivantes :

Types d'investissement	Durée d'amortissement
Logiciels, brevets et licences	5 ans
Construction bâtiment (méthode par composant)	Entre 10 et 50 ans
Installation générale, agencement et aménagement des constructions	10 ans
Matériel et outillage	Entre 5 et 7 ans
Matériel de transport	Entre 3 et 5 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	Entre 5 et 10 ans
Autres	5 ans

Stocks

Les stocks sont évalués au prix d'achat.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Aucun stock n'est constaté au 31/12/2024.

Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ð Notes sur le bilan actif

Actif immobilisé

Valeur brutes	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo incorporelle	-			-
Immo corporelle	1 133 781	36 383	928 197	241 967
Immo financière	8 805	490		9 295
Immo en cours	166 186	970 014		1 136 200
TOTAL	1 308 772	1 006 887	928 197	1 387 462

Amortissement	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immo incorporelle	-			-
Immo corporelle	876 721	37 387	752 055	162 052
Immo financière	-			-
TOTAL	876 721	37 387	752 055	162 052

L'actif immobilisé a fortement varié entre 2023 et 2024 : la démolition du bâtiment a amené à constater les mises au rebut de tout le bâti.

Les coûts de déconstruction et les coûts de construction démarrée en 2024 ont donné lieu à la constatation d'immobilisations en cours importantes.

Etat des créances

	Montant brut	1 an au plus	Plus de 1 an
Actif immobilisé	9 095	9 095	-
Actif circulant	-		-
Créances usagers	12 225	12 225	-
Autres créances	39 526	39 526	-
TOTAL	60 846	60 846	-

Régularisation d'actif

Produit à recevoir	25 580
Factures à établir	0
Charges constatée d'avance	4 011

Valeur mobilière de placement

Etat du portefeuille	Valeur comptable	Valorisation au 31/12/2024	Moins-value provisionnée	Plus-value latente
Crédit Agricole CET	21 905	21 905		
Malakoff retraite épargne	7 057	7 057		
TOTAL	28 962	28 962	-	-

ð Notes sur le bilan passif

Affectation du résultat de l'exercice précédent

Résultat N-2 (2022)	(+) 241 918	
Déficit (-) Excédent (+)		
Affectation		
Réduction des charges d'exploitation		
Financement de mesures d'investissement		
Financement de mesures d'exploitation		
Réserve de compensation des déficits		
Réserve de couverture du BFR		
Compensation des charges d'amortissement		241 918
TOTAL	241 918	241 918

Tableau de variation des fonds propres

	2024	2023	Variation
Fonds associatif	111 176	111 176	-
Fonds de dotation	82 669	82 669	-
Subvention non renouvelable	28 507	28 507	-
Réserves pour projet	836 706	594 787	+241 918-
Excédent affecté à l'investissement	222 900	222 900	-
Excédent affecté à la couverture du BFR	81 849	81 849	-
Excédent affecté à la compensation des charges d'amortissements	531 957	290 038	+ 241 918-
Autres réserves	138 624	138 624	
Excédent affecté à la compensation des déficits	138 624	138 624	
Report à nouveau	(-) 47 598	97 558	(-) 145 156
Affecté aux mesures d'exploitation			
Résultat sous contrôle du financeur	72 484	192 171	(-) 119 687
Dépenses différées ou rejetées	(-) 109 785	(-) 84 316	(+) 25 469
Report à nouveau	(-) 10 297	(-) 10 297	
Subventions	291 643	2 868	(+) 288 775
	291 643	2 868	(+) 288 775
Provisions réglementées	5 104	113 944	(-) 108 840
Sur cession immo	0	113 944	(-) 113 944
Sur cession titres	5 104	0	+ 5 104
Résultat de l'exercice	62 620	96 762	(-) 34 142
Excédent (+) Déficit (-)	62 620	96 762	(-) 34 142
TOTAL	1 398 275	1 155 719	(+) 242 556

Excédent ou déficit effectif au 31.12.2024

	2024	2023	2022
	Excédent (+) ou déficit (-)	Excédent (+) ou déficit (-)	Excédent (+) ou déficit (-)
Résultat comptable	(+) 62 620	(+) 96 762	(+) 216 449
Reprise résultat antérieur, mesure exploitation			
Provision congés payés	(+) 7 646	(+) 12 635	(+) 24 570
Résultat administratif	(+) 70 266	(+) 109 397	(+) 241 019
<i>Dont résultat effectif sous gestion contrôlée</i>	<i>(+) 70 266</i>	<i>(+) 109 397</i>	<i>(+) 241 019</i>

Détail des provisions réglementées

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Renforcement du BFR	-			-
Réserve de PV nettes d'actif immobilisé	113 944	5 104	113 944	5 104
Réserve de PV nettes d'actif circulant	-			-
TOTAL	113 944	5 104	113 944	5 104

Détail des provisions pour risques et charges

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Provision pour risques <i>reprise aide apprenti</i>	14 667	0	14 667	0
Provision pour risques <i>retraite</i>	-			-
Provision pour charges	-			-
Provision pour dépréciation	-			-
TOTAL	14 667	-	14 667	0

Détail des provisions pour dépréciation

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Dépréciation des stocks	-			-
Dépréciation des clients	-			-
TOTAL	-			-

Suivi des fonds dédiés

Origine des fonds dédiés	A l'ouverture	Utilisé durant l'exercice	Nouvelles ressources	A la clôture
Fonctionnement				
Investissement	194 743			194 743
TOTAL	194 743			194 743

Rappel : la nouvelle réglementation comptable en 2020 a entraîné le reclassement des provisions pour renouvellement des immobilisations en fonds dédiés aux investissements.

Etat des dettes

	Montant brut	1 an au plus	Plus d'1 an Moins de 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissement de crédit	68 004	9 972	40 088	17 944
Etablissement financier				
Fournisseurs	318 311	318 311		
Dettes sociales et fiscales	236 237	236 237		
Autres dettes	5 299	5 299		
TOTAL	627 851	569 819	40 088	17 944

Régularisation de passif

Charges à payer	
Emprunt	155
Fournisseurs (FNP)	7 758
Congés payés	136 010
Personnel	19 772
Organismes sociaux	9 052
Etat	-
Autres	-
TOTAL	172 747
Produit constaté d'avance	-

ð Notes sur le compte de résultat

Ventilation des ressources hors ventes de biens et services

	2024	2023
Cotisations		
Reprise de subvention d'investissement	574	574
Dons manuels		
Mécénat		
Legs et donations		
Produits de la tarification	2 134 334	2 121 597
Produit à recevoir sur Ségur	22 985	
Remboursement frais de formation	27 714	22 833
Aides sur contrats salariés	6 000	9 333
Autres produits	15	30 243
Quote-part de subvention		
Cession d'immobilisations	290	-
Produits financiers	5 104	4 961
Transfert de charges / reprise de provision / fonds dédiés	128 611	-
TOTAL	2 325 627	2 189 541

Effectif moyen

	2024	2023
Effectif salarié		
Etablissement	29	34
Association		-
Personnel salarié en ETP		
Etablissement	28	31
Association		-

ð Engagements financiers et autres engagements

Engagement reçus

Etablissement	Banque	Date emprunt	Montant total	Durée	Cautiion
Maison des Enfants	Caisse Epargne	03 / 2011	120 000	240 mois	100 % Conseil Départemental d'Ille et Vilaine

Engagements donnés

Dépôts de garantie donnés pour les locations : 9 095€ au 31.12.2024.

∂ Autres informations

Rémunération des dirigeants

La Maison des Enfants n'a éventuellement qu'un cadre dirigeant salarié au sens de ce texte et il a été convenu pour préserver la confidentialité de ne pas publier cette information. Pour cette raison, il est uniquement précisé que la rémunération de l'unique cadre dirigeant est calculée par application de la Convention Collective du 15 mars 1966 (CC relevant du secteur sanitaire et social).

Convention réglementée

Il n'existe pas de convention réglementée entre la Fondation et ses dirigeants.

Valorisation des contributions volontaires

Les bénévoles (Monsieur le Président et les Administrateurs) ont passé environ 64 heures au service de la Fondation en 2024 :

- temps de réunion du Conseil d'Administration,
- réunions de vie sociale,
- participation aux Conférences des Présidents,
- réunions au Conseil Départemental,
- réunions avec la directrice de la Fondation.

Engagement de retraite

Les engagements de retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes de la Fondation => Aucune provision pour charge n'a été comptabilisée au 31/12/2024.

La Fondation a signé un accord d'engagements retraite externalisé auprès de l'organisme AG2R La Mondiale. Ce contrat représente 37 137€ au 31/12/2024.

Le calcul des engagements de retraite a été calculé en appliquant la méthodologie préconisée par la recommandation 2003 R-01 du Conseil National de la Comptabilité.

Les paramètres suivants ont été retenus :

- taux de turn over : moyen pour les cadres et faible pour les non cadres
- taux d'évolution des salaires : 2%
- taux d'actualisation : 3.37 %
- départ à l'initiative du salarié
- taux de charges sociales : 35.44%
- âge de départ à la retraite : 65 ans.

Le montant ainsi calculé représente au 31.12.2024 : 118 988€

Litige

Aucun litige n'oppose la Fondation à des anciens salariés.

Travaux immobilier

Dans le cadre du projet de reconstruction du site historique de la Maison des Enfants de Combourg, d'importants travaux sont prévus sur un calendrier s'inscrivant sur plusieurs années.

Depuis 2022, les équipes et les enfants accueillis ont été répartis sur des lieux d'hébergement (appartements ou maisons) à Combourg, Rennes et Saint Malo.

Ceci en attendant, que les travaux soient faits et que les équipes et les enfants puissent réintégrer le site historique de Combourg.

Ainsi depuis les comptes de 2022, il est engagé des dépenses, notamment d'architecte, de maîtrise d'ouvrage, d'études...

L'ensemble de ces dépenses, engagées en préambule des travaux de démolition et de future construction, sont toutes comptabilisées en compte d'immobilisation en cours.

Ainsi, sur les comptes 2024, 2023 et 2022, ces dépenses ne génèrent pas de charges impactant le résultat.